

## **1<sup>er</sup> mai 2024 : Prise de parole commune :**

### **Ni les actionnaires, ni les réactionnaires : Un 1er mai pour les travailleurs et travailleuses**

Aujourd'hui, 1er mai est la journée internationale des travailleurs et travailleuses. Elle se tient dans un contexte marqué par les guerres terriblement meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine. C'est pourquoi, nous avons fait le choix localement, d'imaginer pour ce 1<sup>er</sup> mai, un message de paix et de progrès social.

Nous le disons avec force : Nos organisations réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international, qui ne peut pas se faire aux conditions de l'agresseur.

En France, les travailleur·euses sont sous la menace d'un nouveau plan d'austérité. Pour multiplier les cadeaux aux entreprises, ce qui aggrave les inégalités sociales, le gouvernement annonce faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail.

Si le patronat n'a de cesse d'opposer écologie et emploi, emploi et environnement dans le but de diviser et mieux régner, nous le réaffirmons haut et fort : il est possible d'imaginer et réaliser un même mouvement de progrès social autour : de réindustrialisation, de la protection de l'environnement et de la santé et de la démocratie.



## 1<sup>er</sup> mai 2024 : Prise de parole commune :

Loin de “désmicardiser” le pays, le gouvernement poursuit sa politique au service des plus riches en distribuant de l’argent public aux entreprises privées, notamment les plus grosses, sous forme d’exonérations de cotisations sociales : plus les salaires sont bas, plus les aides publiques sont conséquentes, ce qui encourage les directions d’entreprises à maintenir des millions de salarié·es avec des fiches de paie proches du SMIC. A l’image du SMIC, il faut à minima indexer les salaires, pensions et le point d’indice sur les prix. Il y a urgence d’augmenter les salaires et les retraites.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les étudiant·es : un·e sur deux travaille pour financer ses études, deux étudiant·es sur trois sautent régulièrement des repas et plus de trois étudiant·es sur dix renoncent à des soins faute d’argent. Un·e sur deux est mal logé·e. Un·e étudiant·e sur 5 ne mange pas à sa faim. Il faut augmenter les minima sociaux, les bourses d’études et réformer en urgence ce système d’aide pour que chacun·e puisse étudier dans des conditions dignes.

Nos organisations appellent à s’opposer aux politiques d’austérité en France comme en Europe. Alors que des profits records sont enregistrés, il faut sortir du choix délétère que l’on nous impose. Pour une Europe sociale et des peuples : ni dépendance à la finance, ni poison de l’extrême-droite, pire ennemi des travailleurs et travailleuses ! Nos organisations militent pour le renforcement de la protection sociale et s’opposent aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits et conquies des travailleurs et travailleuses.



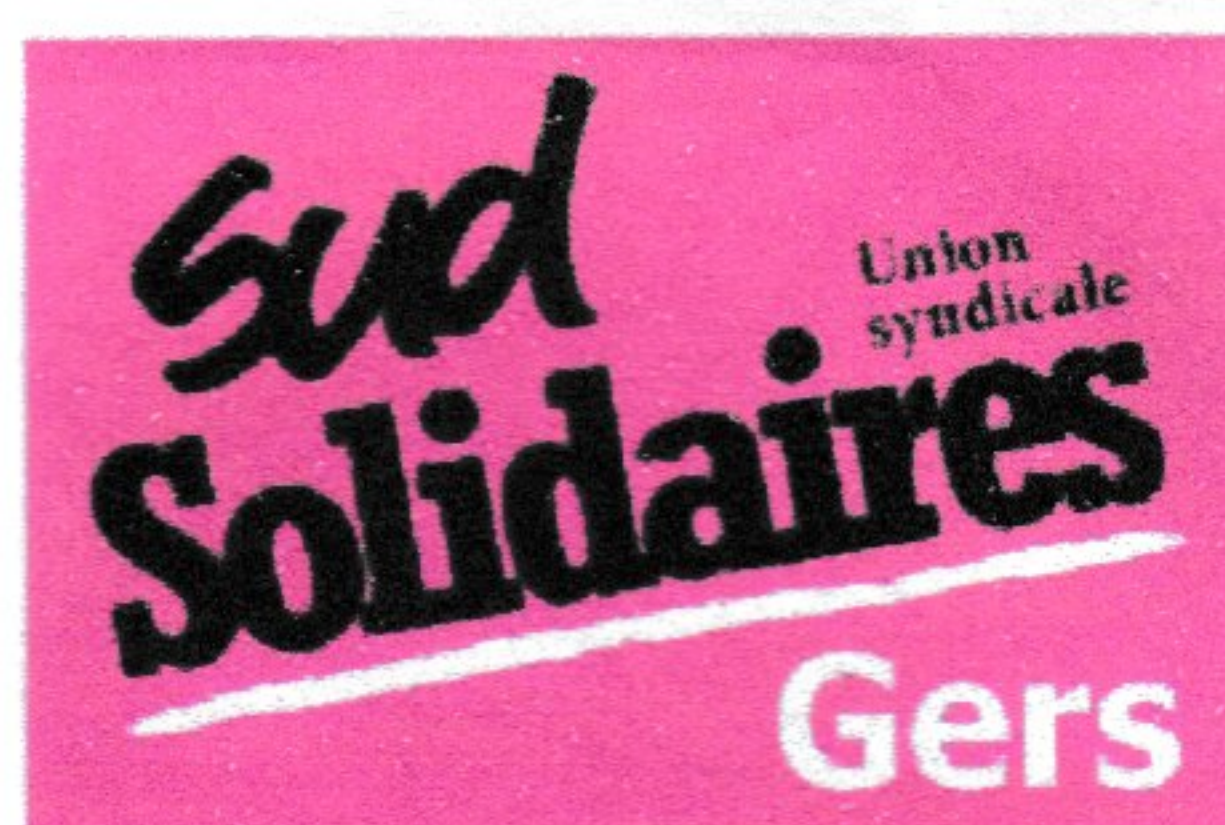
## 1<sup>er</sup> mai 2024 : Prise de parole commune :

Elles dénoncent les attaques aux libertés collectives et individuelles, notamment contre les bourses du travail et le droit de manifester, les libertés syndicales mais aussi les entraves à la liberté d'expression, par exemple sous-couvert des lois anti-terroristes.

Un vent nauséabond souffle sur les droits simples à se défendre. Le Sénat a dernièrement adopté des mesures d'encadrement du droit de grève dans les transports. L'idée est de neutraliser des périodes où la grève serait interdite. Ce faisant, c'est une attaque d'extrême sévérité envers nos libertés fondamentales qui est opérée. C'est inacceptable ! Quel en est la suite ? Interdiction d'expression libre ? Syndicats et partis interdits ? L'attaque n'est pas anodine. Le ronronnement et les amalgames des idées d'extrême droite, voire « pétainiste », refont surface. Camarades, l'instant est grave !

Le 1<sup>er</sup> mai doit aussi être le prolongement des mobilisations pour l'égalité professionnelle réelle alors que les femmes sont moins payées et plus souvent en situation de précarité.

Nos organisations appellent les travailleuses et travailleurs, les jeunes, étudiant·es et retraité·es, à continuer partout en France le combat contre les politiques d'austérité, pour l'emploi, pour les salaires, pour les services publics, pour la protection sociale, pour les libertés et pour la paix juste et durable dans le monde.



## 1<sup>er</sup> mai 2024 : Prise de parole commune :

En participant aux manifestations du 1er mai, salarié·es, jeunes, retraité·es, paysan·ess, privé·es d'emploi, familles, ami·es, voisin·es, collègues de travail, nous montrons notre refus du passage en force des réformes qui nous imposent des reculs sociaux et l'occupation du modèle capitaliste qui détruit nos valeurs républicaines.

Contre une démocratie bâillonnée, nous sommes pour défendre les libertés publiques.

Ces derniers jours ont été marqués par une nette aggravation des atteintes à la liberté syndicale, aux libertés d'expression et de manifestation. L'accumulation convergente de divers moyens de répression et d'intimidation contre des acteurs du débat public, constitue une limitation inacceptable du pluralisme démocratique.

Nous exprimons, notre attachement à une conception ouverte et équilibrée de la liberté d'expression et de contestation en démocratie, constitutionnellement protégées.

Parce qu'avant d'être des gersois·es, des gascon·es, des enfants d'immigrés, d'Espagne, d'Italie, du Maghreb, d'Afrique ou d'Asie, avant d'être des Auscitain·es, des Français·es, des Européen·ess, nous sommes d'abord et avant tout des citoyen·es et des travailleuses et travailleurs du monde.

Vive la lutte de notre classe !

Vive le combat social et vive le 1<sup>er</sup> mai !

Merci

